



Open Access Repository

www.ssoar.info

Le monde unipolaire, bipolaire, multipolaire: une géopolitique incertaine (Essai)

Iosif, Daniel

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Iosif, D. (2018). Le monde unipolaire, bipolaire, multipolaire: une géopolitique incertaine (Essai). *Cinq Continents*, 8(18), 200-209. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-63439-4>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Essai: **Le monde unipolaire, bipolaire, multipolaire: une géopolitique incertaine**

Daniel Iosif

*Docteur en Géographie de l'Université Paris 10
Licencié en Lettre de l'Université de Bucarest*

Au début, c'était l'Europe. Puis, le rôle de dirigeant du monde est revenu aux États Unis et à l'URSS. Enfin, de nos jours, on voit le pouvoir qui s'éparpille aux plusieurs acteurs géopolitiques.

La thèse d'un monde dominé par un noyau géopolitique différent selon les époques est revenue dans les pages du nouveau livre de Pascal Boniface, *Les relations internationales de 1945 à nos jours* (Editions Eyrolles, 2017)¹. L'auteur, enseignant à l'Université Paris VIII et Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques, est une voix déjà connue à propos des sujets visant la géopolitique.

L'histoire et la géographie ont démontré cette théorie : jusqu'à l'époque des Lumières, le monde a été dominé par les Européens, notamment par les colonisations (« La première mondialisation a été une européanisation »). Après les deux guerres mondiales, le pouvoir va être partagé entre les États Unis et l'URSS – les deux superpuissances qui coupent tout le monde en deux. La dernière phase se déroule à partir de 1990, après l'effondrement de l'URSS et consiste dans une montée en puissance de plusieurs pays et donc de la mise en place d'un monde multipolaire.

Pour nous, le plus important c'est la dynamique géopolitique. Ignorant donc les détails purs stratégiques et politiques, on verra, dans le cadre géographique, comment la géopolitique a influencé ce trajet de l'histoire.

L'Europe, centre des décisions

Le Vieux Continent a été l'espace d'où les deux guerres mondiales ont commencé. En 1945 prend fin la deuxième conflagration avec la victoire des Alliés (dont Grande-Bretagne, États Unis et URSS les plus importants), mais la différence des systèmes idéologiques va déclencher tout de suite une nouvelle situation conflictuelle. En effet, à cette époque, deux systèmes économico-idéologiques étaient en concurrence : le capitalisme représenté notamment par les États Unis et le communisme soutenu par l'URSS. Une fois la guerre finie, Staline ne voit aucune barrière pour imposer ses

théories marxistes-léninistes partout dans le monde. Mais pour y parvenir, il doit tout d'abord profiter de sa position de vainqueur pour agrandir son empire : il annexe des territoires de pays Baltes, de Pologne, la Ruthénie, la Bessarabie, la Bucovine, l'archipel des Kouriles. Staline est très ambitieux et veut montrer que le système communiste est meilleur que celui capitaliste, mais en première phase il reconnaît qu'il doit être imposé par la force.

Le monde bipolaire est mis en place et la meilleure expression pour cela reste « le rideau de fer ». Il dénote la séparation entre les deux mondes. Les Américains perçoivent le désir d'expansion russe et décident de faire la même chose. Alors, les soviétiques et les américains divisent l'Allemagne, et implicitement l'Europe.

« La guerre froide » peut être une autre expression qui caractérise la période de 1945 à 1960. Elle est inventée par Bernard Baruch, un conseiller de Roosevelt et signifie les affrontements entre Moscou et Washington, mais seulement au niveau doctrinaire et verbal. Pourquoi juste à ces niveaux, sans une « guerre chaude » ? Les deux superpuissances ont l'arme atomique et ils savent très bien qu'une guerre atomique va mettre fin à l'humanité. Ils veulent éteindre leur pouvoir, mais à la fois ils essaient d'éviter une catastrophe. Tandis qu'une guerre conventionnelle (et n'importe pas sa dimension) peut impliquer de nombreux dégâts, une guerre atomique déterminera la fin de l'épopée de l'homme sur Terre.

Les jeux sont faits : les soviétiques cherchent de s'éteindre, alors que les américains veulent limiter leurs tendances expansionnistes. Le président américain, Truman, va mettre sur pied le programme connu sous le nom de l'endiguement (ou *the containment*) auxquels résultats seront visibles sur tous les continents.

En Europe, à la satellisation de l'Est par Moscou, les américains répondent par le Plan Marshall. Juste après la guerre, l'Armée rouge s'impose en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie et y installe des gouvernements communistes, en tant que tampon entre le monde libre et occidental. D'autre part, l'Amérique, par son secrétaire d'Etat George Marshall, propose le plan qui porte son nom. Le Plan Marshall (1947) a pour vocation le redémarrage économique des pays européens occidentaux en leur offrant des aides financières gratuites. En total, Washington a versé 13 milliards de dollars dans les pays de l'Europe occidentale (1,2 % du PNB américain sur quatre ans) et a contribué à l'éclatement économique de l'époque des « Trente Glorieuses ».

Contrairement, les pays qui avaient des liens avec Moscou et qui n'ont pas été éligibles ou ceux qui n'ont pas voulu cet aide ont connu un fort ralentissement concernant leur développement.

Les gagnants, les perdants

La rivalité entre les deux blocs militaires concerne certainement l'Europe, en tant que le plus puissant centre de décision, et rend « la guerre impossible et la paix improbable » comme disait Raymond Aron. L'impossibilité d'une guerre est dû à l'arme nucléaire, mais on a tort de croire qu'il n'y a pas eu de conflits sanglants. Si l'Europe est épargnée, les autres continents, non.

En Chine, sous l'influence communiste moscovite et malgré les aides financières américains, le nationaliste Tchang Kai-chek perd le pouvoir au profit du communiste Mao Tsé-toung. Pékin tombe le 22 janvier 1949 et jusqu'à la fin d'année Mao proclame la République populaire chinoise. Au début, Staline a une dent contre le dirigeant chinois, mais l'année suivante les deux signent un traité d'amitié et l'URSS s'engage conférer des soutiens économiques et militaires aux Chinois.

Plus au sud, en Corée, une situation plus paradoxale voit le jour. En grandes lignes, pour la Corée ni les États Unis ni Moscou ne présentaient aucun intérêt. Comment cette région est devenue l'épicentre du conflit entre les deux blocs ? Tout d'abord, le pays était sous domination japonaise depuis 1910. À Yalta et à Postdam, des commissions mixtes américano-soviétiques décident rendre à la Corée sa dignité nationale, mais que des soldats américains et soviétiques vont stationner, un temps, dans le pays. Pour éliminer les éventuels problèmes, ils ont convenu que la parallèle 38^{ème} soit la ligne de démarcation. Peu à peu, le pays est partagé en deux, proprement dit : Washington aide la Corée du Sud, celle de nord est soutenue par Moscou. Le cas coréen est un exemple du désir de Staline de s'étendre si possible. Washington a vraiment compris qu'une armée nombreuse et bien dotée est absolument nécessaire partout où Staline peut frapper ; avec l'Allemagne ça sera autre chose.

Dans la catégorie des gagnants on peut aussi parler des pays qui se sont libérés de domination des puissances coloniales, même si le phénomène a été plus nuancé. Ainsi, les pressions indiennes dès 1937 pour l'Indépendance sont prises en compte par Londres et, par le *Bill of Independence*, le 15 juillet 1947, pas moins de 600 états princiers et 80 millions d'habitants forment la nouvelle Inde. Elle est désormais presque en totalité hindouiste, car les musulmans ont formé le Pakistan. Tout cela, sans être épargné de grandes disputes, déplacements de populations et même une guerre civile. De même pour la l'Indonésie (1945), la Birmanie, le Ceylan (1947), la Malaisie (1957), Singapour (1958).

Sur les côtes africaines, la situation est plus complexe puisque le régime colonial français diffère de celui britannique. Les Français ont préféré d'administrer directement ses colonies et c'est après 1956 (loi Defferre) que les territoires puissent élire un gouvernement propre. Ensuite, De Gaulle propose deux ans plus tard des referendums pour que les colons choisissent soit l'indépendance, soit l'appartenance à *la*

Communauté française qui vient juste d'être créée. Tout d'abord, tous les pays (sauf la Guinée) votent pour la Communauté pour, plus tard, devenir des entités indépendantes. Les colonies anglaises connaissent, plus ou moins, le même destin. De Ghana (1957) à Kenya (1963), en passant par Nigeria (1960), Sierra Leone (1961), Ouganda (1962), les peuples anglophones prennent les rênes de leur avenir.

Les nouveaux changements géopolitiques entraînent, à leurs tours, de nouveaux bouleversements, c'est-à-dire des guerres. Dans les décennies six et sept du siècle passé, on voit des conflits sur tous les continents. En Afrique, les guerres d'indépendance : Algérie jusqu'en 1962 et Congo, plus sanglant en 1960. En Nigeria, les musulmans et les chrétiens se disputent sur la région de Biafra, riche en pétrole. Une guerre sanglante voit le jour jusqu'en 1970 ; le monde occidental agit et met en place les premiers mouvements humanitaires, par exemple les *Médecins sans frontières*.

Une situation sans précédent se passe en Cuba. L'île fief de Fidel Castro décide au début des années '60 de nationaliser complètement le pays. Parmi les biens confisqués, aussi des denrées américaines. Comme sanctions, les États Unis rejettent le sucre cubain, un important produit d'export de Castro (80 % des exportations). À la crise qui se préfigure en Cuba, Moscou vient en aide. Mais il vient aussi avec des fusées, en y faisant une base d'armement nucléaire russe. C'est une bonne occasion de chantage contre les bases américains européennes : Khrouchtchev la suggère à la Maison Blanche. Kennedy refuse, maintient une position forte et finalement, pour éviter un affrontement direct, Khrouchtchev retire les fusées en désolant Castro qui a compris que Moscou a voulu juste de profiter de la position de son pays.

En Egypte, le président Gamel Nasser veut faire de son pays un très important acteur du monde arabe. Pour cela, il a besoin d'armement. Les négociations avec Washington échouent et il se voit obligé d'appeler aux Ruses qui lui envoient immédiatement les machines nécessaires. Comme représailles, les Américains refusent de financer le barrage d'Assouan, très nécessaire à un Egypte dont la population ne cesse de croître. Étant conscient du rôle important que joue le canal de Suez pour les occidentaux, Nasser décide de le nationaliser (juillet 1956). La France et l'Angleterre représentent deux grandes victimes de cette manœuvre, tandis que les États-Unis ne veulent pas augmenter les tensions contre les pays arabes, en étant dépendants de leur pétrole. Ainsi, les Français et les Anglais, avec le soutien d'Israël met en place une stratégie : l'armée israélienne devrait attaquer l'Egypte fin septembre pour que les deux puissances européennes puissent prétendre que le canal est en danger et de demander aux belligérants de retirer ces troupes. Le plan est mis en pratique et l'Israël attaque l'Egypte (la France prête des avions auxquels ils appliquent l'étoile de David). Le 30 octobre les belligérants sont sommés de retirer leurs troupes à treize kilomètres du canal. L'Israël

se soumet, mais évidemment l'Égypte refuse. Après quelques bombardements, le 5 novembre les parachutistes franco-britanniques envahissent et conquièrent Port-Saïd.

En Asie, le conflit le plus important et celui de Vietnam. En 1954 les Français se retirent de l'Indochine laissant un vide de pouvoir. Sur le modèle coréen, le Vietnam se divise en deux par le parallèle 17. Le nord va entrer sous la domination communiste dirigée par Hô Chi Minh et le sud va rester démocratique sous la protection américaine. Le nord attaque le sud et les États Unis envoient de nombreuses troupes qui vont nourrir une longue et meurtrière guerre. Après une vingtaine d'années, les Américains ont perdu une soixantaine de milliers de soldats et ont gaspillé une somme près de 50 millions de dollars par jour.

Sans limite

Après 1970 tous les grandes puissances avaient déjà mis au point l'arme nucléaire. Chose paradoxale, cela a contribué à une « détente » entre Washington et Moscou. L'immense potentiel de destruction de cette nouvelle arme est tel que la possibilité de faire la guerre se diminue substantiellement. Un pays qui décide de détoner une telle bombe va immédiatement être rayé sur la carte. Même si l'arme nucléaire peut déterminer de gagner une guerre, actuellement le but est d'éviter ces conflits : « Jusqu'à maintenant, le principal objectif de notre appareil militaire était de gagner les guerres. Désormais son but principal est de les éviter »². Bref, toute guerre entre les États Unis et la Russie est devenue impossible à cause de la puissance sans limite des bombes nucléaires qui peuvent transformer la Terre dans un espace vide et inhabitable. Dans cette perspective, plusieurs traités sont signés entre Nixon et Brejnev concernant la non-prolifération des armes nucléaires. Le conflit entre les deux superpuissances ne s'éteint, mais ils relâchent un peu les tensions.

Cette détente a permis à certains états de se stabiliser, de nouer de nouvelles relations et enfin de connaître un impulse économique. C'est le cas de l'Europe Occidentale dont le CEE, en 1972, comporte neuf membres, 250 millions d'habitants et devient la seconde puissance économique après les États Unis. La Grèce (1981), le Portugal et l'Espagne (1986) rejoignent et la CEE compte dorénavant 320 millions d'habitants, en voie de devenir – après juste une dizaine d'années – le plus grand marché interne du monde.

C'est aussi le cas du Japon : détruit par la guerre, le pays accepte les soldats américains et il se concentre seulement sur l'économie. Il investit en scolarisation, en recherche et aux dernières technologies. Le taux de croissance économique est une première : 10 % chaque année. Si en 1950 le PIB du Japon était un tiers de celui du Royaume Uni, après une vingtaine d'année il l'égalait, pour arriver, dans les années 1980, la deuxième puissance économique après les États Unis.

Au Levant, on doit mentionner la révolution iranienne, l'Iran – un pays qui a joué le rôle de gendarme dans la région. Avec l'appui de Nixon, le shah Reza Pahlavi fait de ce pays une puissance du Golfe. Mais la corruption et l'ignorance de la vie traditionnelle (la misère des paysans, l'urbanisation accentuée etc) ont aidé l'ayatollah Khomeiny de prendre le pouvoir et d'instituer un état religieux. L'Iran abandonne les relations avec les États Unis, Israël etc. et se lance dans un régime religieux radical, obscur, en supprimant multiples droits et libertés. À ces changements s'ajoute la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. En se disputant pour une petite partie de la confluence du Tigre et de l'Euphrate, le conflit n'est en effet qu'un état de confrontation qui a existé depuis toujours entre les Perses et les Arabes.

À cela s'ajoutent les pays pétroliers qui, en profitant aussi du choc énergétique, voient leurs PIB gonfler rapidement. On note ici les pays du Golf qui ont enregistré des recettes fabuleuses sur leur pétrole, alors que leurs populations étaient relativement peu nombreuses.

La chute de l'URSS

Une idéologie qui tenait l'URSS en vie était celle tranchée par Khrouchtchev dans les années 1960 : dépasser l'économie des États Unis. Selon lui, cette chose se passera jusqu'en 1980 et alors le capitalisme sera « enterré ». Mais en 1986, au congrès du parti unique, Gorbatchev présente un bilan négatif de l'économie. Il discute sur le retard de la culture, de la santé, de l'éducation. Il met en avant le sous-développement de l'infrastructure et de l'ingénierie. Également, il sent le besoin de mettre en discussion la productivité du pays. Les reformes antérieures ont donc échouées. Qu'est-ce que c'est passé ?

La centralisation et la planification excessives ont conduit à des situations paradoxales, voire uniques pour une société dite « développée ». L'URSS n'a jamais réussi de mettre sur pied une industrie compétitive. On estime que seulement 20 % des produits avaient une qualité semblable avec ceux occidentaux. L'agriculture est restée un domaine important avec 20 % de la main d'œuvre du pays (3 % aux États Unis). La population ne disposait pas d'un bon niveau de vie et les chiffres le montrent : les Russes détenaient 42 voitures pour mille habitants, contre 400 en France ; concernant les téléphones dans les foyers, l'URSS occupait le 88 rang, plus près de l'île Maurice que d'un pays occidental. Même si la production de céréales pouvait attendre des records (comme celui de 1990, de 300 millions tonnes) on estime que 15 % de la récolte avait pourri sur les champs et 60 % dans les dépôts à cause de la bureaucratie excessive. Bien sûr, la population a dû faire de longues queues pour s'alimenter. En fait, les conditions de vie étaient très précaires et ce n'est pas frappant que l'espérance de vie ait diminué de 67

ans en 1970 à 62 ans après une décennie et que la consommation de l'alcool est passée de 5 litres en 1952 à 30 litres en 1980.

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev a représenté un moment important de l'URSS et du monde entier. Il a la conviction que l'URSS ne se dirige pas vers une bonne direction et il impose plusieurs réformes politiques et économiques. Sous le nom de *perestroïka* (c'est-à-dire « restructuration ») il essaie de donner un nouveau souffle à l'économie gangrène héritée de Khrouchtchev. Il condamne la politique de Staline et demande l'aide des intellectuels pour s'impliquer dans la vie socio-politique. Il limite la censure, accorde aux paysans la possibilité de louer des terres, accepte les petits entrepreneurs. Mais malgré tous ces efforts, l'économie n'enregistre pas de grands succès.

Cependant, son mérite le plus important est sur le plan international. Il établit une politique étrangère plus ouverte et plus attrayants pour les occidentaux. Il profite de l'explosion de Tchernobyl pour accuser le mauvais héritage et pour passer à implémenter la *perestroïka*. Sous Gorbatchev, l'image de l'Union Soviétique change complètement grâce à son désir qui envisage des relations pacifiques avec le monde. L'Europe, du discours radical d'avant lui, se transforme maintenant en « maison commune européenne ». Il retire la plupart des troupes qui se trouvaient hors des frontières soviétiques et le 7 décembre 1988 il clame à la tribune ONU le droit de chaque peuple de choisir le dirigeant que leur convient.

Ce relâchement du contrôle va entraîner la chute de tous les régimes communistes de l'Europe de l'Est. L'Allemagne de l'Est, la Hongrie, La Bulgarie, La Tchécoslovaquie, la Roumanie vont perdre leur régime communiste contre l'un semi-démocratique. Les dirigeants qui n'ont pas vu d'un bon œil les réformes gorbatchéviennes ont payé cher, selon les mots de Gorbatchev lui-même, « celui qui est en retard dans l'Histoire est puni par la vie », comme c'est le cas du Ceaușescu en Roumanie.

Consolidation européenne

La neuvième décennie a débuté d'une manière remarquable pour la démocratie européenne. Le 7 février 1992 est signé à Maastricht le traité qui met en place l'Union Européenne, l'héritier de la CEE. Sauf le but économique que détenait l'ancien CEE, la nouvelle structure se concentra aussi sur la politique communautaire et sa sécurité. Douze pays le signent. Elle envisage également la mise en œuvre d'une monnaie unique (à partir de 1997) et donne à tout habitant d'un pays membre la citoyenneté européenne.

Au fil du temps elle s'est élargie, aboutissant à 28 pays, 512 millions d'habitants. A l'heure actuelle, elle est la deuxième puissance mondiale derrière les États Unis (concernant le PIB nominal). En termes de culture, elle se réjouit de la diversité culturelle de tous les pays, ainsi que de nombreux projets communs : la Capitale

européenne de la culture, la Culture 2000 etc. En grand lignes, l'Union Européenne est aujourd'hui un acteur fondamental du monde sur tous les plans.

Avec 22 % du PIB mondial pour une population de seulement 6 % du monde, L'Europe, dans son ensemble, représente un eldorado pour les hors-européens, notamment pour ceux qui cherchent d'asile (Afghans, Syriens, Africains etc).

Conclusion – vers un monde multipolaire

« Depuis quelques années, la géopolitique est redevenue un pilier central du système international », déclare Nicole Gnesotto³. Depuis quelques années les rapports de force déchirent les équilibres régionaux. Les dépenses militaires continuent d'augmenter. L'ordre mondial bipolaire vient de s'étendre. Un nouveau système se met en place : celui multipolaire. Quels défis nous attendent ? L'ordre bipolaire était simple, prévisible et efficace. L'équation était claire : la liberté contre la tyrannie, la démocratie contre le communisme, l'Ouest contre l'Est.

A la fin de cette période, le modèle politique et économique occidentale semble avoir s'imposer et une paix universelle commence à donner des espoirs. Il semblait que la théorie de Francis Fukuyama sur *la fin de l'histoire*⁴ peut avoir lieu. Mais le rêve ne dure qu'une dizaine d'années car l'hégémonie américaine commence de prendre fin entraînant des bousclements dans le système mondial ainsi que dans les valeurs du libéralisme.

Une fois avec la chute américaine, on voit d'autres centres de pouvoir s'affirmer : la Chine, l'Inde, le Brésil. Également, la Russie recommence d'avoir des comportements de plus en plus agressifs, en essayant de contester le bloc libéral européen. Presque tout le Moyen-Orient est en fermentation, avec quelques « points chauds » : la croissance en puissance d'Iran, la guerre de Syrie, l'apparition des groupes terroristes très influents et assez riches pour se faire sentir ici et ailleurs. En Afrique, malgré les progrès enregistrés du continent, les déstabilisations et les guerres barbares ne cessent point. La crise économique, à partir de 2008, a aussi contribué à une reconfiguration de la mondialisation. Voilà brièvement les facteurs qui ont conduit vers une nouvelle sorte de monde, multipolaire cette fois. Cependant, il n'aurait rien de mauvais si des règles avaient été imposées et respectés par les acteurs étatiques. Il n'était pas le cas et aujourd'hui on voit que les perturbations foisonnent : les nouvelles puissances se ferment dans des régimes dictatoriaux, la Russie attaque l'Ukraine et annexe la Crimée, la Corée du Nord (et aussi les autres) passent aux testes nucléaires, les jihadistes continuent de gagner de pouvoir, occupent des nouveaux territoires et dirigent même des actions en occident.

La grande erreur a été de voir la mondialisation comme un processus politique aussi. Car elle n'est pas. Ces années ont démontré que, si l'économie mondiale fonctionne selon des lois, des règles et des principes plus ou moins strictes, la politique mondiale n'utilise pas de règles communes et donc que la mondialisation politique est une utopie.

En plus, tous les pays ont de nos jours quelques chose à contester. Dans la plupart des cas, ils se contestent entre eux. Mais ni les organisations internationales, autrefois très respectées, comme ONU, OTAN ou FMI ne sont pas épargnées. Quand un président comme Donald Trump, qui nourrit toujours le discours agressif et parfois raciste, est tout le temps sur les écrans, quelles chances d'unifier le monde politique ? Et il y a aussi d'autres chefs d'état qui font usage de ce type de discours et d'attitude : Vladimir Poutine conteste la démocratie européenne (voire l'Europe entière), la Chine conteste le monopole économique américain, dans le Moyen - Orient on conteste maintenant les frontières, en Afrique, les frontières et l'appartenance nationale / raciale. Pour résoudre ces contestations, des rencontres tels que le G20 semblent inefficaces.

En effet, la prospérité et l'augmentation du niveau de vie ne déterminent pas cette complicité politique qui peut mener à une paix universelle. On a la sûreté maintenant que le cas occidental c'était une coïncidence ou, sinon, une convergence de plusieurs facteurs. La mondialisation n'est pas le chemin vers la démocratie : « la mondialisation économique n'est pas non plus ce tremplin universel vers la démocratie sur lequel parient les théories libérales », dit Gnesotto⁵. On le voit clairement, ni la Russie, ni la Chine (pour ne pas parler des pays arabes) n'ont l'intention d'embrasser la véritable démocratie. Par contre, la Chine est heureuse de pouvoir mélanger la hausse économique avec l'autoritarisme et il semble qu'ici ce pêle-mêle est gagnant : on peut voir des autres pays qui prennent ce modèle. La Turquie met en place un système sui generis, un sultanat moderne autour d'Erdogan avec beaucoup de divergences avec l'Europe (sur le modèle poutiniste, Erdogan n'aime pas la démocratie).

Pascal Lamy parle de « trois chocs » soumis aujourd'hui du monde : la fin de la suprématie occidentale, la progression des inégalités et la révolution technologique⁶. En ce qui me concerne, j'aime plus l'idée selon laquelle on voit, en effet, l'effondrement du trio Descartes-Ricardo-Schumpeter. Descartes a été le philosophe penché sur le progrès de la société par le doute. Ricardo a mis en avant l'importance de la division internationale du travail et Schumpeter a analysé les chocs économiques produits par les systèmes concurrentiels. Tous ces penseurs ont contribué au monde telle que nous le connaissons, avec une certaine stabilité économique et sociale. Il semble qu'aujourd'hui on assiste à des tensions provoquées par la « rencontre entre le front froid de la rationalité scientifique et économique, le calcul, l'ajustement des intérêts, et le front chaud des passions politiques ».

On assiste à une reprise de nationalisme et cette chose apporte bien des encombres. François Mitterrand disait que « le nationalisme, c'est la guerre. » Aucune démonstration de cette affirmation ne s'impose : l'histoire l'a bel et bien prouvée. Cependant, avec une remarque : les principaux conflits entre les états se passent aujourd'hui dans les zones géographiques où l'intégration économique a échoué. Un autre dicton : « là où le commerce passe, les armées ne passent plus » qui appartient à Montesquieu. Si on regarde la carte, les régions où la mondialisation ne s'est pas imposée sont les plus vulnérables (le Moyen – Orient, l'Afghanistan, Congo, Somalie etc.) En revanche, un pays comme l'Iran, qui a accepté une forme modérée de mondialisation, a été épargné pour l'instant et présente une certaine stabilité.

Un aspect non-négligeable dans la fonctionnalité de la planète actuellement est la difficulté de changer quelque chose dans le monde économique : tout changement (si petite soit-il) produit un bouleversement dont l'effet domino est connu. Autrement dit, les progrès économique et technologique sont irréversibles. Certaines théories qui avancent des notions comme « déglobalisation » ou « démondialisation » sont dépourvues de sens. Résultat : la plupart des pays veulent écarter les sources de conflits pour se réjouir d'une stabilité économique, et donc sociale, culturelle etc. En conclusion, si dans quelques régions du monde les pays ont beaucoup progressé, c'est notamment dû à l'utilisation de l'économie mondiale qui entraîne une imbrication financière. La fabrication des biens est désormais soumise à un processus de multilocalisation, c'est-à-dire qu'il y a une forte interdépendance entre les états qui les produisent, les états consommateurs etc.

Notes :

¹ Pascal Boniface, *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Editions Eyrolles, 2017

² Bernard Brodie, *The Absolute Weapon: Atomic Power and World Order*. Harcourt, 1946

³ Pascal Lamy, Jean-Michel Baer, Nicole Gnesotto, *Où va le monde?* Odile Jacob, 2017

⁴ Francis Fukuyama, *The end of history and the last man*. The National Interest, 1989

⁵ Nicole Gnesotto, op. cit.

⁶ Pascal Lamy, op. cit.